

# Pierre Bourdieu et les dynamiques du champ du pouvoir

---

*Frédéric Lebaron*

Cette contribution est l'occasion de revenir sur un aspect important des travaux menés par Pierre Bourdieu et son équipe sur ce qu'il appelle le « champ du pouvoir », à partir de 1971, période clef dans la formation de son appareil conceptuel, avec -un an après- un livre théorique majeur, *l'Esquisse d'une théorie de la pratique* (Bourdieu, 1972).

Il faut entendre par champ du pouvoir l'espace social formé par les agents occupants dans les différents champs identifiés par Bourdieu (champs littéraire, scientifique, religieux, politique, économique...) des positions dominantes selon divers critères<sup>1</sup>. Bourdieu utilisera pendant un temps l'expression « espace des classes dominantes » dans un sens très proche. Il s'agit donc d'un univers de luttes entre des principes de domination concurrents et des capitaux différents : le champ du pouvoir est un « méta-champ » ou un champ « intersectionnel », c'est-à-dire situé à l'intersection de plusieurs champs.

J'aborderai ici la question des dynamiques à l'œuvre dans ce champ, en France et dans une perspective transnationale<sup>2</sup>. C'est là, sous la forme du problème de la transformation des élites, une question centrale de la sociologie, au moins depuis Pareto, et c'est bien sûr aussi une question aux fortes implications politiques et économiques, en ces temps où la remise en cause des « oligarchies » -en l'espèce du « 1% » des détenteurs de plus haut revenus- se fait plus forte (voir par exemple : Piketty, 2013).

Schématiquement, on pourrait dire : qu'apporte la sociologie à la compréhension de phénomènes comme la « globalisation », la « financiarisation » ou encore la transformation néolibérale du capitalisme telle que la décrivent les économistes (par exemple : Duménil, Lévy, 2014) ? Contrairement à l'image encore véhiculée par certains livres de sociologie, Bourdieu et son équipe ne se contentent pas de déceler les logiques reproductives, ce qui est en soi très important, mais ils cherchent aussi à en comprendre les logiques de changement interne, ce que l'on peut appeler, en référence à la sociologie analytique, les « mécanismes sociaux » de celui-ci. Pour cela, ils adoptent une démarche « structurale », qui fait de cette analyse une forme de « structuralisme génétique ».

Dans ces travaux, Bourdieu et son équipe ont mis au jour plusieurs processus qui affectent le champ du pouvoir français et transnational dans la période postérieure à Mai 68, sans faire pour autant de « grande » théorie générale de ce processus, ce qui l'aurait conduit à expliciter et formaliser les mécanismes du changement. Je reviendrai sur ce processus, en évoquant brièvement ce que les

---

<sup>1</sup> En termes de position dans les nomenclatures socio-professionnelles, on peut citer les « cadres dirigeants », le groupe 1 de la nomenclature ISCO de 2008, et aussi au moins une partie des « professionnels » du groupe 2, par exemple les écrivains, professeurs d'université, etc.

<sup>2</sup> Une très abondante littérature s'est développée en sociologie des élites transnationales. Voir par exemple Wagner, 2007.

recherches menées dans ce cadre ont apporté qui conforte, prolonge, mais aussi le cas échéant contredit ou nuance ces analyses.

Trois processus sont au centre de cette contribution :

- Un premier, préfiguré par le texte « Pour un corporatisme de l'universel » publié en 1992 (Bourdieu, 1992) dans *Les règles de l'art*, qui prend une place très importante dans la période 1995-2002, peut être résumé sous le thème de *l'emprise croissante des logiques économiques sur les champs de production culturelle autonomes et sur les champs de diffusion culturelle* ;
- Un deuxième, connecté à celui-ci mais qui le précède dans l'œuvre de Bourdieu, met en avant le *déplacement de l'ensemble du champ du pouvoir vers le pôle du pouvoir économique*, notamment à travers la *montée en puissance* des institutions d'enseignement supérieur vouées à la formation des cadres dirigeants d'entreprise (*business schools*) et la transformation des institutions de formation des élites, y compris les plus autonomes (notamment Bourdieu, 1989) ;
- Un troisième, qui émerge à la fin des années 1980, est celui de la transformation du champ bureaucratique, sous l'effet de la montée d'acteurs liés au secteur privé et/ou formés à la science économique dans ses variantes néolibérales : c'est un thème résumé par la métaphore de la « main gauche » / « main droite » de l'Etat, mais qui permet de penser la mainmise croissante des « financiers » sur les « dépensiers », et tout une série d'autres transformations (en particulier, Bourdieu, 1993).

Ces trois processus interdépendants diffèrent de ceux décrits sous les termes de « financiarisation » (qu'on attende par là le succès de la « valeur pour l'actionnaire », la montée en puissance des critères financiers au sein du champ économique, l'endettement des différents agents de l'économie, ou encore l'augmentation des inégalités de revenus et de patrimoine dûe au secteur financier), de « mondialisation » (l'internationalisation des échanges, l'accumulation et l'expansion du capital financier à l'échelle mondiale). Cela ne signifie pas qu'ils s'opposent à ceux-ci, mais qu'ils permettent au contraire de mieux comprendre comment un processus fortement inégalitaire affectant les revenus et les patrimoines s'est mis en place de façon « douce » tout en suscitant un fort sentiment d'inévitabilité, ce qui suppose de donner toute sa place à la notion de violence symbolique.

## **L' « hétéronomisation » des champs les plus autonomes**

Ce processus contredit la tendance séculaire à la différenciation et à l'autonomisation des sphères sociales, dont Bourdieu considérait qu'elle faisait relativement consensus parmi les classiques. On assisterait à ce qu'il appelle « une révolution conservatrice », comme il l'indique à propos de l'édition (cf. Graphiques 1a et 1b).

< Insérer ici Graphiques 1a et 1b >

Une grande partie des « interventions » de Bourdieu dans l'espace public visent d'ailleurs à défendre le principe de l'autonomie, notamment celle du champ scientifique, vue comme une « conquête sociale », parfois décrit comme le vestige d'une économie précapitaliste, face à des pouvoirs « externes », en particulier les dirigeants des grandes firmes (financières, de service, industrielles...), qui la menacent en permanence et tendent globalement à la faire reculer, avec la complicité des acteurs politiques centraux et des bureaucraties internationales.

Ce sont en particulier les champs voués à la diffusion, c'est-à-dire à une fonction d' « intermédiaire » en quelque sorte, comme le champ journalistique ou le champ éditorial, qui sont le plus fortement et le plus étroitement soumis à cette dynamique, liée à la montée en puissance des logiques économiques et de certains « challengers » à l'intérieur du champ économique, lesquels ne sont pas forcément les plus gros, comme le montre l'évolution de l'édition (Bourdieu, 1998). Ce processus est directement lié à des phénomènes comme la concentration et la montée des critères financiers de performance (Aglietta, Rebérioux, 2004, Ertürk et al., 2008).

On a souvent pointé ici la difficulté que représente l'affirmation d'une position « normative » favorable à la défense de l'autonomie. Bourdieu, de ce point de vue, est clairement « mertonien », au sens où il insiste tout particulièrement sur l'existence de « normes » spécifiques à ces microcosmes, et que, par ses interventions, il défend ces normes face à la norme ou au nomos de l'ordre économique (« les affaires sont les affaires »). Il défend une *illusio* et une croyance collective, qui est celle du chercheur « fondamental », de la recherche « pure », de l'art pour l'art, etc.

Une des difficultés provient ici de l'usage du mot « autonomie », qui est particulièrement valorisé par les pouvoirs publics « réformateurs » dans le domaine scientifique, mais dont la signification est très différente de celle développée par Bourdieu. A beaucoup égards, une certaine façon de mettre en œuvre l'autonomie des établissements est, précisément, un aspect de la « révolution conservatrice » évoquée plus haut : que l'on pense, en particulier, à la redéfinition utilitaire des priorités de la recherche, à la volonté d'associer plus directement les représentants des intérêts socio-économiques à la « gouvernance » des institutions d'enseignement supérieur et de recherche ou encore à l'imposition de critères d'évaluation quantitative mal définis et biaisés.

On ne peut pas dire que l'évolution de champs comme le champ artistique, le champ scientifique ou le champ éditorial ait invalidé lourdement les thèses de Bourdieu depuis les années 1990. Ce qui semble s'imposer, en revanche, est le sentiment d'un processus quasi-inéluctable qui broie les résistances sociales.

## **Le déplacement du champ des grandes écoles et du champ du pouvoir**

Le deuxième processus nous ramène aux années 1980. Bourdieu y est très préoccupé par les évolutions du système éducatif, pour lequel il fera d'ailleurs des propositions réformatrices avec les professeurs du Collège de France. C'est durant cette période qu'il décèle un mouvement de déplacement imperceptible pour un observateur attentif aux seuls phénomènes de surface (le retour des bals, la disparition des « maoïstes » à la rue d'Ulm, etc.). Ce processus peut être décrit comme le

déclin relatif du capital symbolique des institutions de reproduction des élites scientifiques et intellectuelles, au profit de la montée en puissance relative des institutions de reproduction des positions de pouvoir économique, en l'espèce les *business schools* et le pôle Sciences-Po / Ecole nationale d'administration.

C'est dans la dynamique du champ des grandes écoles que Bourdieu voit l'expression d'un processus plus large de transformation de l'échelle des valeurs, voire un « basculement » historique, qui affecte corrélativement, dans une relation causale complexe, l'ensemble du champ du pouvoir.

Dans les travaux regroupés dans *La noblesse d'Etat*, Pierre Bourdieu et Monique de Saint-Martin établissent en effet une tendance lourde qui voit, tout d'abord, le rôle de l'enseignement supérieur s'accroître dans le champ économique, processus relevé dès leur article de 1978 sur le patronat (Bourdieu, Saint-Martin, 1978, Bourdieu, 1989). Ce phénomène est lié à la transformation des stratégies de reproduction, dans un sens favorable au mode de reproduction à composante scolaire.

*« Les changements survenus au sein du champ du pouvoir économique, et tout spécialement ceux qui résultent du fait que l'accès aux positions dominantes dans le champ économique tend de plus en plus à se subordonner à la possession de titres scolaires, même spécialement aménagés, ont entraîné une modification profonde de la structure des rapports de force au sein du champ du pouvoir »* (Bourdieu, 1989, p. 482).

Le pôle des écoles de commerce et le pôle « Sciences-Po-ENA » tendent parallèlement à se renforcer au sein du champ des grandes écoles, au détriment des écoles « intellectuelles », notamment les ENS, mais aussi des écoles « scientifiques » les plus prestigieuses (X, Mines, Ponts), ce que Bourdieu relie aux transformations du champ économique lui-même. Il s'agit d'un déplacement quantitatif - la dynamique démographique est du côté des écoles de commerce et ce phénomène s'est fortement accentué par la suite (cf. Graphiques 2a, 2b, 2c) -, mais surtout « qualitatif ». Même les « écoles du pouvoir » (Sciences Po-ENA) ont tendance à se rapprocher par leur fonctionnement et leurs programmes du modèle de plus en plus attractif pour les enfants de l'élite des écoles de commerce, les frontières tendant à se brouiller entre les différents pôles. « L'affaiblissement symbolique de l'Ecole normale et le déclin des valeurs intellectuelles de « désintéressement » et de « gratuité » vont de pair » (Bourdieu, 1989, p. 302). Il prête alors à l'ENA le statut de nouvelle grande puissance scolaire.

Vingt ans plus tard, le constat d'un déplacement est presque devenu une évidence. Les énarques, dont la position dominante a survécu aux privatisations, sont plus fréquemment issus de HEC ou d'écoles de commerce, et, parallèlement, le phénomène du pantouflage de certains grands corps s'est encore accentué. Le déclin du pôle intellectuel n'a pas été enrayé et s'est même manifesté au cœur des universités, avec la montée en puissance des disciplines plus appliquées et plus directement tournées vers les intérêts socio-économiques. Les sciences de gestion et les sciences économiques font désormais figure de modèle organisationnel.

L'ENA elle-même a évolué dans le sens d'un point accru donné à l'économie d'entreprise, ainsi que les écoles d'application de la fonction publique, et plusieurs écoles d'ingénieur ou scientifiques se sont dirigées de façon plus ou moins marquée vers la finance de marché, le cas de l'ENSAE étant notable, en tant que lieu de fabrication de « quants » (Lebaron, 2000). Les filières « financières » et « gestionnaires » ont pris plus d'importance au sein de Sciences Po Paris, et, pour commencer, dans

les universités les plus prestigieuses (comme Paris-Dauphine). Le couple « économie-gestion » s'est clairement installé au cœur de la formation des élites de toutes sortes, économiques mais aussi administratives et politiques, le poids relatif de l'une et de l'autre dépendant surtout de la position dans le champ des grandes écoles (les écoles d'ingénieur de haut niveau mathématique –X, Mines, Ponts, ENSAE...- maintenant un enseignement scientifique plus en phase avec la science économique moderne). Ce processus est lié à une transformation des élites économiques dans le sens anticipé par Bourdieu.

Ce processus visible dans l'espace français apparaît comme un processus quasi-universel dans les années 1990 et 2000. Les valeurs intellectuelles et scientifiques « pures » déclinent au sein du système de formation des élites au profit des valeurs économiques et financières, qui tendent à s'y imposer très largement. Cette dynamique est elle-même désormais transnationale et se comprend pleinement à l'échelle du marché mondial de l'enseignement supérieur (Wagner, 2007).

La porosité entre pouvoir économique et haute administration prend cependant des formes variables selon les pays. L'une des évolutions récentes les plus notables est, par exemple, la transformation du recrutement des fonctionnaires européens sur le modèle du recrutement au sein des entreprises, phénomène analysé récemment par Didier Georgakakis (Georgakakis, 2010). On assiste parallèlement à une montée des économistes et des gestionnaires, au détriment des juristes, au sein de cette haute fonction publique transnationale, notamment en Europe au sein de la Commission et de la BCE. Les hauts fonctionnaires dirigeants deviennent de plus en plus clairement des « managers », ce que vient renforcer, bien évidemment, la mise en place du « new public management » au sein de la fonction publique, dans un contexte de contrainte budgétaire de plus en plus brutale.

## **La montée de la science économique néolibérale et le basculement du champ bureaucratique**

Le processus évoqué précédemment est déjà visible au début des années 1990. En analysant dans *La misère du monde* le combat entre la grande et la petite noblesse d'Etat (déjà perdu, à l'époque, par la seconde), la main droite et la main gauche de l'Etat, Bourdieu décrit un processus de transformation interne au champ étatique, de grande ampleur et aux conséquences importantes, en particulier s'agissant de la cohésion sociale et des inégalités. C'est sur ce fond que prend corps l'intérêt de Bourdieu pour le néolibéralisme, idéologique politico-économique qui exprime un projet de domination.

Lié aux deux précédents, ce dernier mécanisme de transformation est associé par Bourdieu à la montée en puissance de nouvelles catégories d'acteurs publics prétendant accéder à une position dominante. Dans son travail collectif sur la maison individuelle (Bourdieu, 2000), Bourdieu montre ainsi, dès les années 1980, que la conversion au néolibéralisme d'une politique sectorielle, la politique du logement, doit beaucoup à l'action d'un groupe d'agents, économistes d'administration

néolibéraux, qui parviennent, avec l'appui d'acteurs politiques centraux (Raymond Barre, lui-même économiste de plus en plus libéral au fil du temps), et en liaison avec des intérêts économiques, à peser sur l'évolution de la législation dans un sens plus favorable aux acteurs privés, ou du moins à certains d'entre eux. Relayé par les lobbyistes auquel il est adossé, ce groupe entreprend de transformer l'Etat à travers la libéralisation des politiques publiques.

*« Formée par l'alliance conjoncturelle de jeunes polytechniciens qui, comme leurs anciens, Yves Carsalade et Hubert Lévy-Lambert quelques années plus tôt, s'efforcent d'inventer des formes plus efficaces et plus économiques d'allocation de l'aide étatique, et de jeunes énarques qui, tout en se préoccupant comme eux d'alléger la charge de l'Etat, veulent faire avancer une vision libérale, l'avant-garde doit compter avec une bureaucratie de gestionnaires qui, attachés à défendre leurs intérêts spécifiques de position et de corps, se montrent beaucoup plus prudents » (Bourdieu, 2000).*

Il s'agit ici d'une dynamique politico-administrative où la dimension doctrinale joue un rôle dans des enjeux internes, tout particulièrement dans la phase de conquête initiale des positions. Le champ politico-administratif est le théâtre de luttes complexes entre groupes et fractions, autour de la production du cadre de l'action publique. Dans ce « champ de l'action publique », les économistes d'Etat néolibéraux (en France inspecteurs des finances, conseillers à la cour des comptes, économistes-statisticiens...) ne cessent à partir des années 1970 de conquérir des positions de force, qui vont contribuer à révolutionner l'Etat.

Ce processus de conquête du pouvoir politique et administratif (les deux parallèlement) modifie les équilibres au sein de l'ensemble du champ bureaucratique, au profit des autorités attachées à la stabilité monétaire et budgétaire, et au détriment de l'ensemble des ministères « dépensiers », tournés plus directement vers le bien-être social. Dans chaque ministère, les positions « dépensières » sont combattues par la nouvelle élite techno-économique, qui renoue avec la « vieille » orthodoxie monétaire et budgétaire, largement défaite dans les années 1930, et en particulier « contre » les personnels de rangs intermédiaires et subalternes de la fonction publique (administration, éducation, santé...). Non-renouvellement, pression à la « modération salariale », flexibilisation, New Public Management, etc. Tous ces phénomènes s'interprètent assez facilement à la lumière de cette analyse.

En même temps, la dynamique de clôture du champ politique, souvent décrite par Bourdieu, contribue à renforcer ce processus en donnant plus de poids aux compétences spécialisées, issues de la haute administration et du management, et aux liens de plus en plus étroits avec des intérêts économiques.

Ce processus tendanciel est aujourd'hui devenu plus visible, notamment bien sûr à l'échelle européenne dans le contexte des politiques d'austérité (depuis l'été 2010), mais il s'agit d'une dynamique structurale quasi-universelle dans le monde capitaliste à partir des années 1990. Son accélération en Europe dans plusieurs pays conduit à un démantèlement rapide de l'Etat social, et parallèlement à une dépression économique prolongée (sous-investissement, chômage, précarisation).

Pour conclure, Bourdieu a donc été particulièrement clairvoyant sur les évolutions générales du champ du pouvoir, même s'il n'a pas cherché à tirer de ces analyses une théorie générale de la dynamique néolibérale telle qu'elle se met en place depuis les années 1970 : de fait, celle-ci est présente à travers les « études de cas » (édition, grandes écoles, logement, misère du monde...) qu'il a menées, et dans de nombreux travaux qui les ont prolongées. Des fils nombreux les relient entre elles, et une perspective commune, articulée autour d'une conception relationnelle du pouvoir, les sous-tend.

L'étude internationale comparée de l'ensemble de ces dynamiques est un immense chantier pour les sciences sociales, de même que l'étude systématique de toutes les institutions clés de l'ordre politique et administratif qui ont favorisé ce mouvement, en premier lieu les banques centrales et les ministères de l'économie et des finances (notamment les directions du Trésor), le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, l'OCDE, c'est-à-dire les institutions constituant le « sous-champ de la gouvernance de l'économie », au sein desquelles se sont opérés les premiers basculements significatifs.

Enfin, ces trois dynamiques accompagnent des transformations internes au champ économique, dont certaines ont été évoquées plus haut, s'agissant de l'édition ou du patronat, en premier lieu la financiarisation et le processus de concentration du capital à l'échelle mondiale, dans un contexte de libre-échange généralisé et de domination de plus en plus forte de la « shareholder value ». Sur ces tendances, Bourdieu livre quelques éléments dans la conclusion des *Structures sociales de l'économie*, mais seuls des travaux interdisciplinaires, entre histoire, économie, sociologie et science politique, devraient permettre dans le futur de consolider ce modèle général de la transformation néolibérale du capitalisme, et de sa crise contemporaine.

## Références

Aglietta Michel, Rebérioux (2004), *Dérives du capitalisme financier*, Paris, Albin Michel.

Bourdieu Pierre (1972), *Esquisse d'une théorie de la pratique précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, Droz.

Bourdieu Pierre, Saint-Martin (de) Monique (1978), « Le patronat ». Actes de la recherche en sciences sociales, 20-21, p. 3-82.

Bourdieu Pierre (1989), *La noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit.

Bourdieu Pierre (1992), *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil.

Bourdieu Pierre (1993), *La misère du monde*, Paris, Seuil.

Bourdieu Pierre (1998), « Une révolution conservatrice dans l'édition », Actes de la recherche en sciences sociales,

Bourdieu Pierre (2000), *Les structures sociales de l'économie*, Paris, Seuil.

Duménil Gérard, Lévy Dominique (2014), *La grande bifurcation. En finir avec le néolibéralisme*, Paris, La Découverte.

Erturk Ismail, Froud Julie, Johal Sukhdev, Leaver Adam, Williams Karel (eds) (2008), 'Financialization at Work: Key Texts and Commentary', London: Routledge.

Georgakakis Didier (2010), *Do skills kill ? Les enjeux de la requalification de la compétence des eurofonctionnaires*, *Revue française d'administration publique*, 133, p.61-80.

Kolopp Sarah (2013), *De la modernisation à la raison économique. La formation en économie à l'Ena et les déplacements des lieux communs de l'action publique (1945-1984)*. *Genèses*, 93/4, p.53-75.

Lebaron Frédéric (2000), *La croyance économique. Les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil.

Piketty Thomas (2013), *Le capital au XXIème siècle*, Paris, Seuil.

Wagner Anne-Catherine (2007), *Les classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte.

## Graphiques 1a et 1b



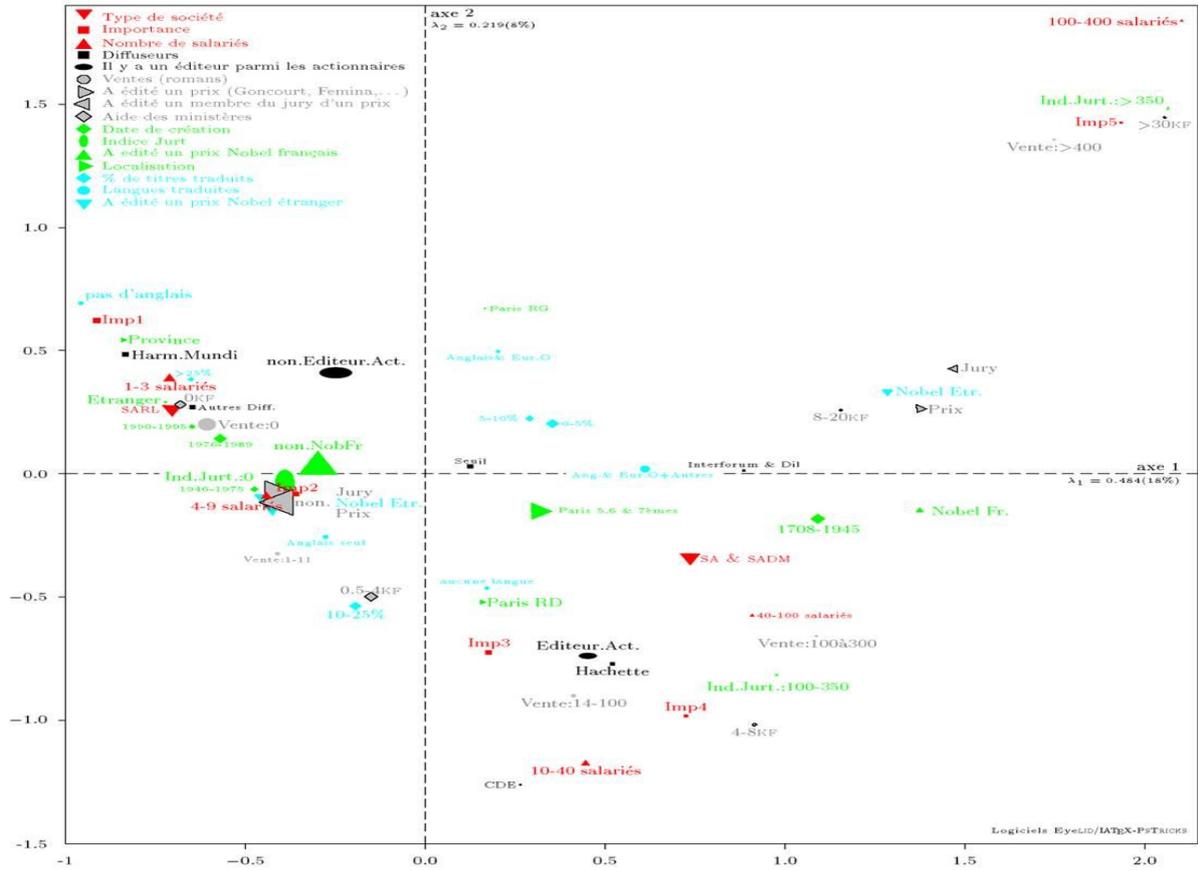
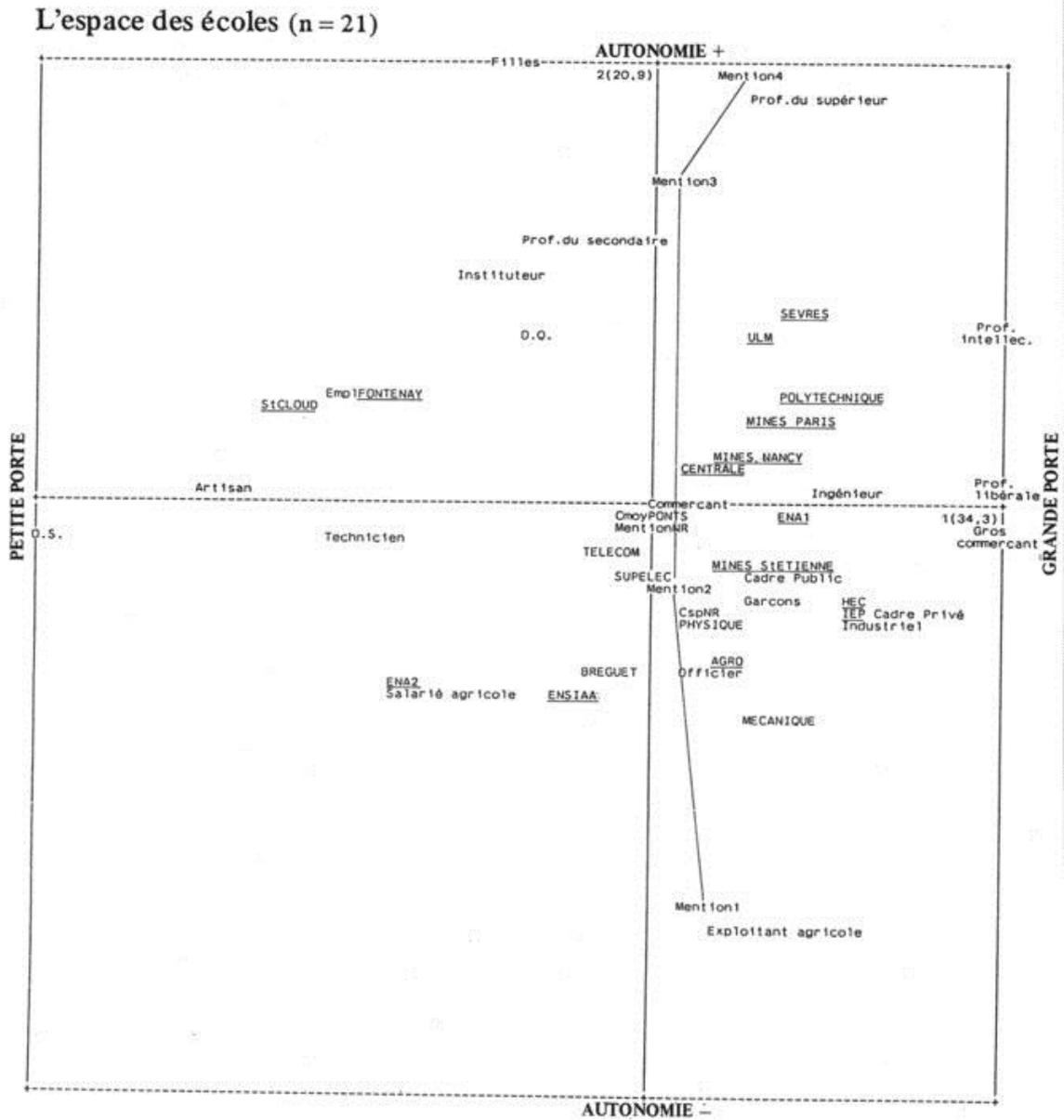


Diagramme 1 : nuage des propriétés dans le plan des axes 1-2 (59 modalités actives).

## Graphiques 2a, 2b et 2c

Agrégation et ségrégation 25



On a souligné les écoles représentées en variables principales. On a représenté exclusivement la catégorie socio-professionnelle du père et la mention au baccalauréat (regroupée en 4 catégories), la mention 4 représentant la réussite maximum, la mention 1, la réussite minimum.

